

LE NON IRLANDAIS REPLONGE L'UE DANS UNE CRISE INSTITUTIONNELLE

Encore un coup dur pour Sarkozy

La présidence de l'Union européenne par le chef de l'Etat français, Nicolas Sarkozy, ne se présente décidément pas sous les meilleurs auspices. C'est une véritable claque que vient de lui infliger l'Irlande — petit pays de 4,2 millions d'habitants, soit à peine 1% des 495 millions d'Européens — en se prononçant dimanche à plus de 53% contre le traité simplifié de Lisbonne, ce traité que Sarkozy portait aux nues et qu'il considérait comme son œuvre pour sauver l'Europe d'une impasse.

De notre bureau de Paris,
Khadidja Baba-Ahmed

L'impasse est justement là, et le non irlandais rend caduc ce traité, même si Sarkozy et la chancelière allemande Angéla Merkel se sont fendus d'une déclaration commune vendredi soir dans laquelle «ils espèrent» que les 9 pays (sur les 27 que compte l'UE) qui n'ont pas encore ratifié le traité poursuivent le processus de ratification. Cela ne débloquera, en aucune façon, la crise institutionnelle dans laquelle se débat l'Europe depuis une dizaine d'années. Il faudra bien que Sarkozy et ses partenaires européens, qui se retrouveront les 19 et 20 juin en Conseil européen à Bruxelles, trouvent une parade. De grandes manœuvres vont donc

commencer pour contourner le non irlandais. Ce sera difficile mais pourtant nécessaire car la mise en vigueur du traité exige qu'il soit adopté à l'unanimité des 27 membres pour que les nouvelles institutions commencent à fonctionner.

En tant que président en juillet prochain et pour six mois de l'UE, Sarkozy devait préparer les premières réformes institutionnelles du traité de Lisbonne et notamment la nomination du président de l'UE et celle du nouveau haut représentant des affaires étrangères. Il avait aussi pour priorité de sa présidence européenne «ses» chantiers majeurs que sont la défense, l'énergie et le réchauffement climatique, un pacte pour

l'immigration et l'Union pour la Méditerranée. Malgré les déclarations françaises qui tentent de minimiser l'effet du référendum, l'Irlande vient donc repousser aux calendes grecques les ambitions de Sarkozy qui, par ailleurs, continue d'essayer des revers sur son projet méditerranéen.

Pour compliquer encore la donne, la République tchèque, qui a tout fait pour repousser sa ratification du traité que l'actuel gouvernement est loin de cautionner, a demandé que l'on arrête le processus de ratification. Il est à craindre des réactions en chaîne des 9 pays n'ayant pas encore ratifié le document et qu'elles ne viennent renforcer encore la crise ouverte. Les membres du Conseil européen seront, quoi qu'en disent certains défenseurs du traité, dans l'impasse. «Nous sommes convaincus que les réformes contenues dans le traité de Lisbonne sont nécessaires pour rendre l'Europe plus démocratique et plus efficace et qu'elles lui permettront de répondre aux défis auxquels sont

confrontés ses citoyens» : ce sont là les termes de la conclusion de la déclaration commune franco-allemande évoquée plus haut. Mais cette profession de foi ne suffit pas et c'est justement ce qu'ont voulu dire les Irlandais à l'Europe et ce qu'auraient dit certains autres pays européens, si on leur avait donné la possibilité d'exprimer par référendum leur choix. C'est ce que disent en tous cas, aujourd'hui aussi, tous ceux, et ils sont nombreux, qui considèrent que le «non irlandais» est un succès, car, disent-ils, sans charte sociale défendant un modèle de redistribution et de protection des travailleurs, sans débats démocratiques et tant que l'on continuera à vouloir construire l'Europe sans les peuples européens, on ne pouvait qu'aller droit au mur.

A Sarkozy d'imaginer la solution à même d'escalader ce mur sans le fissurer. Des solutions n'ayant pas encore, jusqu'à hier, été suggérées, l'escalade va sans doute être des plus compliquées.

K. B.-A.

AFGHANISTAN

Près de 1 000 détenus libérés dans une attaque des talibans

Un commando de talibans a libéré vendredi soir près de 1 000 détenus dans le sud de l'Afghanistan, au cours de l'attaque la plus audacieuse et spectaculaire depuis des années, prenant d'assaut la prison de Kandahar après en avoir fait exploser les murs.

«Plus de 1 100 détenus ont réussi à s'enfuir», a déclaré à l'AFP le général Carlos Branco, porte-parole de la Force internationale d'assistance à la sécurité (Isaf) de l'Otan. Pour sa part, le ministre adjoint de la Justice, Mohammad Qasim Hashimzai, a fait état d'un bilan légèrement inférieur. «Il y avait 1 052 détenus dans la prison de Sarposa. Quelque 886 prisonniers ont pu s'enfuir, parmi lesquels plus de 380 personnes emprisonnées pour des crimes commis contre la sécurité nationale», un terme qui désigne les talibans, a-t-il indiqué. Les forces de sécurité afghanes, épaulées par les soldats de la Force internationale d'assistance à la sécurité (Isaf) de l'Otan, ont lancé une vaste chasse à l'homme pour retrouver les évadés, sans succès pour l'instant, a précisé M. Hashimzai. A Kandahar, de nombreuses patrouilles de policiers et de soldats afghans fouillent systématiquement les véhicules, tandis que des bulldozers dégagent les gravats autour du mur d'enceinte de la prison, a constaté un

correspondant de l'AFP. Les circonstances de l'assaut n'étaient pas encore totalement éclaircies mais, à la faveur de la nuit, vers 22h00, au moins un kamikaze a précipité un véhicule piégé contre la porte d'entrée de l'établissement, ouvrant une large brèche dans le mur d'enceinte, selon les autorités. Un commando a ensuite pris d'assaut la prison, à l'arme légère et au lance-roquettes. Au moins quinze gardiens ont péri, selon Ahmad Wali Karzaï, qui dirige le conseil de la province de Kandahar et est l'un des frères du président Hamid Karzaï. L'attaque a été revendiquée par les talibans. «Nous avons d'abord lancé deux véhicules, dont un camion-citerne chargé de 1 800 kg d'explosifs, contre le mur d'enceinte», a déclaré à l'AFP un porte-parole des talibans, Yousuf Ahmadi. «Ensuite, nos moujahidine pilotant des motos ont pénétré dans la prison et tué les gardes. Nous avons réussi à libérer tous les prisonniers, parmi lesquels 400 de nos frères talibans», a-t-il assuré.

«Des centaines de moujahidine ont pris part à l'attaque, planifiée depuis deux mois, qui constitue l'un des plus grands succès de l'émirat islamique et fait partie de l'opération Ibrat (Leçon)», l'offensive de printemps promise par les talibans, ont précisé ces derniers sur leur site internet. «Ils sont venus nous libérer. Il y avait des minibus qui nous attendaient à l'exté-

rieur de la prison», a déclaré à l'AFP un homme se présentant sous le nom de Abdullah et affirmant faire partie des évadés. «Comme il n'y avait pas de place pour tout le monde, certains ont pris la fuite à travers des vergers de grenadiers. Nous sommes maintenant en lieu sûr», a-t-il affirmé. La province de Kandahar, berceau des talibans, demeure aujourd'hui encore l'un de leurs bastions. Les talibans ont lancé une insurrection meurtrière depuis qu'ils ont été chassés du pouvoir fin 2001 par une coalition internationale emmenée par les Etats-Unis.

Les violences ont redoublé d'intensité depuis près de deux ans, malgré la présence de 70 000 soldats étrangers. Depuis le début de l'année, les talibans mènent des opérations de plus en plus spectaculaires, comme l'attentat visant le 14 janvier le luxueux hôtel Serena de Kaboul, ou la tentative d'assassinat du président Hamid Karzaï lors d'un défilé militaire le 27 avril. L'attaque de la prison se démarque toutefois de ces deux précédents par le fait qu'elle constitue un «succès indéniable», et non un acte de propagande masquant un échec militaire, selon une source militaire occidentale. Elle survient au lendemain de la conférence de Paris, où la communauté internationale a promis plus de 20 milliards de dollars d'aide pour le développement et la reconstruction de l'Afghanistan.

TCHAD

Les rebelles ont pris la ville de Goz Beida

Les rebelles du Tchad, qui ont lancé une offensive mercredi dans l'est, ont pris hier à la mi-journée la ville de Goz Beida, à 75 km de la frontière soudanaise, a appris l'AFP de sources concordantes rebelle et humanitaire. «Nous avons pris Goz Beida vers 12h00 (11h00 GMT) après 40 minutes de combats.

Les rescapés de l'armée tchadienne ont pris la fuite. Nous occupons la ville», a affirmé Abdelwawid Aboud Makaye, président de l'Union des forces pour la démocratie et le développement-fondamentale (UFDD-F), joint par téléphone depuis Libreville. L'UFDD-F est membre de l'Alliance nationale qui regroupe la plupart des factions de la rébellion tchadienne. «Effectivement, les

rebelles sont en ville. Il y a eu des coups de feu. On entend des cris de joie», a confirmé un membre du personnel humanitaire présent à Goz Beida sous couvert de l'anonymat, également joint depuis Libreville. «Nous sommes 500 pick-up bien armés. Notre objectif est N'Djamena. Nous voulons la prendre avant la fin du week-end. Inch' Allah», a ajouté M. Aboud Makaye. «Deux hélicoptères tchadiens ont participé aux combats mais nous n'avons pas peur des hélicoptères. Nous leur tirons dessus», a-t-il précisé. Selon une autre source rebelle, une colonne de véhicules se dirige vers la ville de Mangalmé (500 km à l'est de N'Djamena) et à 75 km à l'ouest de Goz Beida. Jeudi, les rebelles affirmaient avoir abattu un

hélicoptère, alors que l'armée tchadienne affirmait que l'appareil avait connu un problème technique. Les hélicoptères sont considérés comme une pièce maîtresse du conflit au Tchad par les observateurs. «Nous sommes en train d'avancer.

Nous roulons sur N'Djamena. Notre objectif est N'Djamena. Ce n'est un secret pour personne», avait affirmé vendredi Ali Gueddei, porte-parole de l'Alliance nationale. Le gouvernement tchadien affirmait également vendredi que l'offensive des rebelles n'était qu'une «campagne d'intoxication sans fondement».

Hier matin, une source militaire tchadienne a indiqué qu'«avec la saison des pluies, les rebelles cherchaient à prendre pied à l'inté-

rieur du Tchad. Ils sont tout au long de la frontière». Une source gouvernementale à N'Djamena affirmait pour sa part que «les rebelles faisaient des va-et-vient entre la frontière et le Tchad et le Soudan», où la rébellion dispose de bases arrière.

Le Tchad et le Soudan s'accusent régulièrement de soutenir les rébellions en lutte contre leurs régimes respectifs. Ils ont rompu à la mi-mai leurs relations diplomatiques après une attaque menée près de Khartoum par un groupe rebelle soudanais du Darfour, le Mouvement pour la justice et l'égalité (JEM). N'Djamena avait nié «toute implication». Les deux pays entretiennent depuis cinq ans des relations aussi tendues que tumultueuses.

ZIMBABWE

Mugabe jure que l'opposition ne dirigera pas le pays de son vivant

Le chef de l'Etat Robert Mugabe a fait preuve hier d'une combativité renouvelée, jurant que l'opposition ne dirigerait jamais le Zimbabwe de son vivant et qu'il était prêt à se battre pour son pays, à moins de deux semaines du second tour du scrutin présidentiel. «Que ce pays soit pris par des traîtres de notre vivant est impossible», a-t-il lancé pendant l'enterrement d'un ancien combattant de la guerre de libération des années 1970. «Nous sommes prêts à mourir pour ce pays et à partir en guerre pour lui», a poursuivi le président Mugabe, 84 ans et au pouvoir depuis l'indépendance de l'ex-Rhodésie du Sud britannique en 1980, qui avait déjà brandi cette menace jeudi. Dans sa rhétorique, l'expression «traître» désigne le principal parti d'opposition, le Mouvement pour le changement démocratique (MDC), accusé d'être au service de l'ancienne puissance coloniale, elle-même soupçonnée de vouloir reprendre le contrôle du pays. Hier, le président Mugabe, qui s'était fait plutôt discret depuis les élections générales du 29 mars, a repris ce credo.

«Une nouvelle fois, nous voulons dire aux Américains et aux Britanniques que nous ne sommes les sujets de personne et que nous ne le serons jamais», a-t-il lancé. «Le régime britannique est tombé pour toujours. Jamais, jamais, ce pays ne sera gouverné à nouveau par un Blanc !»

Au même moment, son rival, Morgan Tsvangirai, arrivé en tête au premier tour de l'élection présidentielle le 29 mars, tentait de faire campagne dans le centre du pays malgré le harcèlement policier.

Pour la cinquième fois en une dizaine de jours, il a été arrêté par les forces de l'ordre à un barrage routier, conduit jusqu'à un commissariat (celui de Shurungwi cette fois) et relâché après deux heures sans être inculpé. Il a ensuite repris sa route à bord d'un bus rouge et noir aux couleurs du MDC, que la police a accepté de restituer. Les deux bus de campagne du parti avait été saisis la veille. A l'approche du second tour entre Mugabe et Tsvangirai le 27 juin, la répression ne cesse d'augmenter au Zimbabwe, où les violences politiques sont généralisées.

Une association de médecins a ainsi indiqué avoir soigné plus de 3 000 victimes d'agressions à caractère politique. Selon l'ONU, la plupart des attaques peuvent être attribuées aux partisans du régime. Le MDC assure que 66 de ses partisans ont été tués, 200 portés disparus et 3 000 hospitalisés au cours des deux derniers mois. Dans ce contexte, le parti était particulièrement inquiet pour son secrétaire général, Tendai Biti, qui n'avait pas pu être contacté depuis son arrestation jeudi. Hier, conformément à une injonction judiciaire, la police l'a toutefois présenté à un tribunal de Harare. Vêtu d'un survêtement vert, le numéro deux du MDC a semblé en bonne forme, même s'il est resté «réservé, une attitude inhabituelle pour lui», selon son avocat M^e Lewis Uriri. L'audience a été courte et Biti, l'un des critiques les plus féroces du président Mugabe, a été remis en détention au commissariat de Matapi, dans l'ouest de Harare. La police a confirmé vouloir l'inculper pour «trahison», une charge passible de la peine de mort et «s'est engagée à le présenter de nouveau à la justice lundi», selon M^e Uriri. Les autorités accusent Biti d'avoir élaboré la stratégie du MDC pour renverser le président Mugabe, dans un document qualifié de «faux grossier» par le MDC. Elles lui reprochent également d'avoir revendiqué la victoire du MDC au scrutin du 29 mars sans attendre les résultats officiels. La commission électorale avait attendu plusieurs jours avant d'annoncer la défaite du parti au pouvoir aux législatives et cinq semaines pour rendre public le revers de Mugabe à la présidentielle.